

Trois essais sur l'impact redistributif des politiques du marché du travail en France : une approche par micro-simulation

Projet de thèse en Cofra,

Direction de la recherche, de l'évaluation, des études et des statistiques (Drees), Bureau de la redistribution et des évaluations

Contexte

Ce projet de thèse en économie du travail et de la protection sociale vise à explorer l'impact redistributif des politiques de l'emploi et du marché du travail en France sous trois angles : 1) les politiques agissant sur le niveau et la distribution des salaires, 2) les règles d'indemnisation du chômage et 3) les différents dispositifs d'emploi aidés. Il repose sur une approche par micro-simulation, mobilisant le modèle Ines, co-géré par l'Insee, la CNAF et la Drees. Le modèle Ines s'appuie sur les données individuelles de l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS), source statistique de référence sur les ressources des ménages, les inégalités et la pauvreté monétaire en France, produite chaque année par l'Insee par appariement du millésime du quatrième trimestre de l'enquête emploi en continu avec des données administratives sur les revenus fiscaux et sociaux (Fredon *et al.*, 2020).

La démarche générale de recherche consistera à réaliser des revues de littérature sur les différents dispositifs de politique du marché du travail et à proposer des façons d'opérationnaliser la simulation de ces mesures dans le modèle Ines, d'une part en enrichissant les données de l'ERFS pour modéliser l'impact direct ou indirect de ces dispositifs sur les individus et d'autre part en concevant des scénarios contrefactuels permettant de chiffrer leurs effets sur les inégalités de niveaux de vie, la pauvreté et les finances publiques par micro-simulation. L'apport principal de ces travaux consistera à faire le lien entre les résultats en économie du travail et la structure des populations affectées par les mesures par configuration familiale et en intégrant l'ensemble des ressources au-delà des seuls revenus d'activité, notamment la redistribution opérée par le système socio-fiscal. Un second apport consistera à intégrer les nouvelles sources de données exploitées par l'administration sur les ressources et les trajectoires des individus en s'appuyant sur les travaux d'expertise les plus récents de ces données pour les mobiliser dans les travaux menés dans le cadre de cette recherche.

En pratique, le doctorant sera inscrit à l'École doctorale Panthéon-Sorbonne (ED 465) dont il devra respecter les règles et pratiques du contrat doctoral, et accueilli à mi-temps au sein du bureau redistribution et évaluations de la Drees, qui exploite le modèle Ines pour réaliser des études et

répondre à des commandes sur l'évaluation des mesures socio-fiscales. Dans le cadre de son accueil à la DREES, il travaillera en lien avec les chargés d'étude qui exploitent directement le modèle mais également avec ceux qui travaillent sur les données brutes du Dispositif de ressources mensuelles (DRM), permettant la mesure des bases ressources des principales prestations sociales et le versement de ces dernières. Ces travaux partagés permettront une appropriation collective de cette nouvelle source de données par les administrations et la recherche ainsi qu'un enrichissement du système d'information statistique sur les inégalités et la pauvreté avec des données en trajectoires plus fines sur les ressources et les événements qui en sont à l'origine, notamment sur le marché du travail. Les travaux du doctorant donneront lieu à des améliorations techniques du modèle Ines, ce qui permettra d'étendre son champ d'expertise aux familles de mesures faisant l'objet de cette thèse pour des utilisations en rythme de croisière par les administrations. Plus largement, en explorant l'effet de mesures sur les revenus primaires et les comportements de réaction à ces mesures sur le marché du travail, ces travaux suivent les pistes ouvertes par Bourguignon et Landais (2020) pour améliorer la micro-simulation des politiques publiques.

Projet

1) Quel impact de l'évolution de la distribution des salaires horaires sur les niveaux de vie ?

Les revenus d'activité, qu'on peut décomposer comme un produit de la quotité de travail et du salaire horaire auquel peuvent s'ajouter des primes et autres revenus exceptionnels, demeurent un déterminant essentiel de la distribution des niveaux de vie (Missègue et Wolff, 2011 ; Groupe d'experts sur le SMIC, 2022, chapitre 3). Ce travail montrera en quoi les évolutions de la distribution des niveaux de vie calculés dans le modèle Ines sont influencées par l'évolution des salaires horaires et du montant d'heure travaillées.

En pratique, il s'agira de proposer différentes méthodes permettant d'imputer des revenus d'activité horaires (salaires et revenus d'indépendants) individuels dans le modèle Ines à partir des données remontées à une fréquence annuelle sur les revenus d'activité dans les cases fiscales ainsi que des déclarations des enquêtés sur leurs salaires et leurs temps de travail. Si des méthodes de reconstruction à partir des seules données présentes dans l'ERFS ont été proposées par le passé (Favrat, 2011 ; Groupe d'experts sur le SMIC, 2014, chapitre 4), certaines méthodes d'imputations à partir de sources externes, telles que les données issues de la Déclaration sociale nominative (DSN) ou l'échantillon démographique permanent (EDP) commencent à être explorées (Buresi *et al.*, 2022). Les méthodes mises en œuvre pourront combiner l'économétrie et l'apprentissage statistique (*machine learning*) afin de proposer des méthodes compréhensibles affichant un pouvoir prédictif satisfaisant sur les niveaux et la distribution des salaires horaires.

La reconstitution des salaires horaires permettra de documenter la façon dont l'évolution de la distribution de ces derniers se répercute sur la dépense sociale en lien avec l'architecture du système socio-fiscal, en particulier concernant la prime d'activité, dont les masses versées sont particulièrement dépendantes de la distribution des revenus d'activité. Plus largement, cette nouvelle variable pourra être mobilisée pour simuler les effets complets d'une revalorisation du SMIC dans le modèle, en proposant des scénarios de diffusion sur l'ensemble de la distribution des salaires (Aeberhardt *et al.*, 2012 ; Gauthier *et al.*, 2018) et d'effets hétérogènes sur l'emploi (Licher, 2015) et en intégrant l'ensemble des effets de la législation socio-fiscale. Il sera ainsi possible de saisir le rôle

respectif de ces mesures sur les revenus primaires et celui des mesures ciblées de redistribution monétaire sur le niveau de vie des ménages tout au long de la distribution du revenu.

Les salaires horaires imputés dans Ines permettront également d'analyser le taux marginal d'imposition à niveau de salaire horaire donné, en fonction de la composition et des revenus du ménage. Ce travail mettra en évidence le large éventail de taux marginaux d'imposition à salaire horaire donné et l'hétérogénéité des effets redistributifs des politiques publiques ciblées sur le revenu d'activité.

Enfin, la reconstitution des salaires horaires permettra de construire des trajectoires de quotité et de durée de travail dans le modèle Ines. Il sera ainsi possible de proposer, pour la première fois, une modélisation des effets des mesures sociaux-fiscales visant à accroître le gain au travail, comme la bonification individuelle de la prime d'activité, sur l'offre de travail des ménages.

2) Quel impact redistributif consolidé des réformes de l'assurance chômage mises en œuvre en 2019, 2021 et 2023 ?

Ce deuxième chapitre explorera l'effet des réformes de l'assurance chômage de 2019, 2021 et 2023 sur les ressources des ménages, selon leurs caractéristiques et leurs trajectoire d'activité, ainsi que sur la dépense publique, les inégalités et la pauvreté, en tenant compte de l'interactions des réformes avec l'ensemble du système socio-fiscal. Ces recherches permettront ainsi de compléter les travaux produits jusqu'à présent sur l'évaluation des réformes de l'assurance chômage en France par micro-simulation (Brahimi *et al.*, 2015 ; Unedic, 2021), qui se concentraient sur les seuls transferts versés par l'Unedic. Ils s'articuleront également avec les évaluations d'impact par démarche économétrique contrefactuelle lancées par la Dares à partir de nouveaux appariements entre les données issues de la DSN, des Caisses d'allocations familiales (CAF) et de pôle emploi.

Pour ce faire, deux stratégies alternatives seront explorées et documentées. La première consistera à procéder par calage sur marge dans le modèle Ines, à partir des données d'effet agrégé des réformes produites par l'Unedic. Cette méthode est peu coûteuse mais limitée car, à ce jour, les données Unedic ne permettent pas de mesurer l'effet « final » des réformes, c'est-à-dire après pleine montée en charge sur l'ensemble des demandeurs d'emploi indemnisés. Une deuxième stratégie, plus attachée à la modélisation des parcours d'activité individuels, consistera donc à simuler directement dans Ines l'effet des réformes sur les transitions des individus sur le marché du travail, sur la base de données externes en trajectoires (EDP, DRM), et des résultats de la littérature économique.

Une modélisation fine des modalités de calcul des indemnités chômage et des trajectoires individuelles d'activité pourra être proposée et intégrée dans le modèle à partir des travaux menés en parallèle au sein du bureau sur la simulation de l'allocation de retour à l'emploi (ARE) dans les maquettes de cas-types et sur la reconstitution des trajectoires individuelles d'activité. Enfin à partir des modélisations de l'offre de travail des ménages proposées dans le chapitre précédent, des réactions comportementales aux réformes pourront être introduites dans le modèle en s'appuyant sur la littérature existante (Brahimi *et al.*, 2015).

3) Quel impact consolidé des politiques de l'emploi sur les inégalités et les finances publiques ?

Ce troisième chapitre vise à proposer une estimation de l'effet des politiques de l'emploi sur le revenu des ménages et les finances publiques (coûts directs nets des effets indirects en termes de dépense sociale et fiscale évitée).

Le périmètre des mesures prises en comptes pourra faire l'objet d'une conception extensive, en fonction de la faisabilité de leur modélisation : des contrats aidés à l'alternance en passant par la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi et des jeunes sans emploi ni formation (NEET) et les aides à la création ou la reprise d'entreprises. Ces politiques peuvent prendre des formes plurielles qui peuvent s'articuler au sein des mêmes dispositifs : subventions directes à la création d'emplois au sein les entreprises ou dans le secteur non-marchand (associations, collectivités territoriales, fonction publique hospitalière, etc.), subvention directe aux individus en recherche d'emploi, exonérations de cotisations sociales employeur ou salariés, fourniture d'aides en nature à la formation ou à la recherche d'emploi, etc. Il s'agira de proposer des stratégies de simulation de bénéficiaires de ces différentes mesures à partir des informations déclarées au sein de l'ERFS et de la littérature existante.

La statistique publique documente abondamment le nombre et les caractéristiques socio-économiques des bénéficiaires des différents dispositifs de la politique de l'emploi (voire par exemple Bernard et Rey, 2017) ; ces données pourront être utilisées pour compléter les informations déclaratives recensées dans l'ERFS et fiabiliser la modélisation de ces dispositifs dans le modèle. Par ailleurs, la littérature théorique et empirique documente les effets d'aubaine à court terme ainsi que les effets emploi à court et à long termes de ces différents types de dispositifs (Escudero, 2015 ; Card *et al.*, 2015 ; Euzenat, 2022). Ces résultats pourront servir de base à la construction d'un scénario contrefactuel simulant la situation d'activité des individus en l'absence des mesures mises en œuvre, ce qui permettra d'évaluer l'effet de ces dernières par comparaison. Une fois encore, l'utilisation du modèle Ines permettra de synthétiser l'effet de ces mesures en fonction des caractéristiques des ménages et de leur positionnement sur l'échelle des niveaux de vie.

Références

AEBERHARDT, R., P. GIVORD et C. MARBOT (2012), « Spill-over effects of minimum wage in France: an unconditional quantile regression », Document de travail N° G2012/07, Insee

BERNARD, S et M. REY (2017), « Les contrats aidés : quels objectifs ? quel bilan ? », Dares Analyses N°021, mars

BOURGUIGNON, F. et C. LANDAIS (2022), « Micro-simuler l'impact des politiques publiques sur les ménages : pourquoi, comment et lesquelles ? », Note du Conseil d'analyse économique, N° 74.

BRAHIMI, H., N. COST, E. DHONT-PELTRAULT, P-Y. LISSOT et S. MARTIN (2015), « Évaluation des réformes de l'assurance chômage : effets sur les comportements des demandeurs d'emploi et la situation financière de l'Unedic ; la maquette Iris : impact des réformes de l'indemnisation du chômage », Les cahiers de la DG Trésor, N° 5

BURESI, G., J. CORNETET, F. CORNUET, Q. DOAN, C. DUFOUR et R. TREMOULU (2022), « Les mesures socio-fiscales de 2020 et 2021 soutiennent le revenu disponible des ménages, surtout de la moitié la plus aisée », *France portrait social*, Insee

CARD, D., J. KLUVE et A. WEBER (2015), « What works? A meta-analysis of active labor market program evaluations », Discussion paper N° 9936, IZA

ESCUADERO, V. (2018), « Are labor market policies effective at activating and integrating low skilled individuals: an international comparison », *Journal of labor policies*, vol. 7

EUZENAT, D. (2022), « Contrats aidés : aide à la création d'emploi ou effet d'aubaine ? Enseignement d'une expérimentation quasi-naturelle en France », Contribution aux Journées de méthodologie statistique 2022, Paris, mars

FAVRAT, A., D. PRADY et C. TAVAN (2011), « Du SMIC au niveau de vie : composition et évolutions », *Économie et statistique*, N° 448-449, pp. 29-48

FREDON, S. et M. SICSIC (2020), « Ines, le modèle qui simule l'impact des politiques sociales et fiscales », *Courrier des de la statistique*, N° 4

GAUTHIER, E., ROUX, S. et SUAREZ-CASTILLO M. (2018), « Le rôle des accords collectifs dans la dynamique des salaires », *Emploi, chômage et revenus du travail*, coll. Insee Référence

LICHER, A., A. PEICHL et S. SIEGLOCH (2015), « The own wage labor demand elasticity: a meta-regression analysis », *European economic review*, vol. 80, pp. 94-119

MISSEGUE, N. et L. WOLFF (2011), « Écart de niveaux de vie : l'impact du salaire horaire, du temps partiel et des durées d'emploi », *France portrait social*, Insee

Unedic (2021), « Étude des effets de l'évolution des règles de l'assurance chômage au 1^{er} juillet 2021 », Dossiers et rapports de référence

Description des structures d'accueil

La Chaire Économie Sociale, Protection et Société (ESoPS) est une Chaire Universitaire, hébergée à la Fondation Panthéon Sorbonne, dont la finalité est l'étude des mutations actuelles du monde social. Elle rassemble des chercheurs et enseignants-chercheurs spécialistes de la protection sociale et de l'Économie Sociale et Solidaire menant des projets de recherche à l'intersection de ces deux champs. L'ambition de la Chaire est de développer des recherches, mais aussi des événements scientifiques et des formations en collaboration avec le monde non-académique afin de leur donner une représentation globale et intégrative. Elle accueille des doctorants, des post-doctorants et des ingénieurs de recherche, qui y développent leurs travaux encadrés par un ou plusieurs chercheurs et enseignants-chercheurs membres de la Chaire. La Chaire ESoPS est supervisée par un Conseil scientifique international composé de personnalités reconnues pour leurs travaux scientifiques en économie et protection sociales, en étroite collaboration avec un comité des partenaires financeurs de ses activités.

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) est une direction de l'administration centrale des ministères sanitaires et sociaux. Elle a pour mission de produire des statistiques, de réaliser des synthèses et des études, de contribuer à l'évaluation des politiques publiques, de soutenir la recherche et d'administrer les données, les algorithmes et les codes au sein du ministère, sur les thématiques liées à la santé et à la solidarité. Au sein de la Drees, le bureau Redistribution et Évaluation mène des travaux d'étude et d'évaluation des politiques sociales permettant d'éclairer le débat public sur leur rôle dans la redistribution. Composé de 9 agents, il est particulièrement sollicité par les cabinets ministériels ou les hauts conseils pour évaluer les effets de réformes des prélèvements fiscaux ou sociaux et des prestations sociales sur les finances publiques, le niveau de vie des ménages et les inégalités. En collaboration avec l'Insee et la Cnaf, il maintient, développe et exploite le modèle de microsimulation Ines qui simule la législation sociale et fiscale

française à partir d'un échantillon représentatif de 50 000 ménages, ainsi qu'une maquette permettant de visualiser l'effet de cette législation sur le revenu disponible des ménages à partir de cas-types. Il produit également le baromètre annuel d'opinion des Français sur les questions de santé, de protection sociale, d'inégalités et de cohésion sociale.

Contacts

Benjamin Vignolles, chef du bureau Redistribution et évaluation, DREES
(benjamin.vignolles@sante.gouv.fr)

Muriel Roger, Professeure d'Economie, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
(muriel.roger@univ-paris1.fr)

Les candidatures doivent être impérativement être envoyées simultanément aux deux adresses mails.